

On a enregistré une certaine augmentation de l'aide octroyée aux pays de la région, mais elle résulte de l'encaissement plus rapide de crédits déjà alloués, plutôt que d'une hausse des engagements nouvellement pris. Un volume important d'aide extérieure continuera d'être nécessaire si l'on veut que l'ensemble de la région puisse financer à la fois ses programmes de développement et ses achats à l'étranger.

L'aide totale fournie aux pays de la région par l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Grande-Bretagne depuis le commencement du Plan de Colombo s'élève maintenant à \$14,864,000,000. La valeur de l'aide accordée en 1963-1964 était de \$2,165,000,000. En outre, les pays de la région s'accordent mutuellement une aide toujours plus importante, et des capitaux privés affluent, dans le cadre du Plan de Colombo, vers cette partie du monde.

Certains pays membres ont pris des mesures l'an dernier afin de rendre plus souples les conditions de l'aide accordée. On a enregistré une augmentation des ressources de l'Association internationale pour le développement (qui comprend plusieurs membres du Plan de Colombo parmi ses principaux apporteurs de capitaux et qui a joué un rôle important pour l'octroi de prêts de développement à des conditions faciles dans la région du Sud et du Sud-Est asiatiques). La grande partie de l'aide octroyée continue d'être liée à des achats dans les pays donateurs, mais il y a eu augmentation de la proportion que représente l'aide accordée à des fins autres que la réalisation de projets déterminés. On devra employer un nouvel effort afin d'accorder l'assistance selon des conditions libérales et d'aider ainsi à résoudre le problème de l'accumulation de la dette extérieure.

Le Comité consultatif a reconnu l'importance de la formation technique tenue dans la région même et a insisté sur la possibilité d'élargir encore ce domaine. Il s'est déclaré heureux de la nomination du Conseiller en matière de formation intrarégionale et a pris note des recommandations que contenait le rapport fourni par ce dernier. Il était intéressant de relever également l'importance attachée à la coordination, chez les États membres, des programmes d'assistance, d'équipement et d'assistance technique, ainsi que les mesures que certains prenaient, ou envisageaient de prendre afin de recruter un plus grand nombre d'experts qualifiés et de créer des moyens de formation dans certains domaines où la demande dépasse l'offre.

Conformément à une coutume établie en 1962, le Comité examine chaque année un sujet qui présente un intérêt particulier pour les pays membres. Le sujet à l'étude cette année était le suivant: "Problèmes de développement des régions rurales". Dans presque toute la région du Sud et du Sud-Est asiatiques, le secteur rural fournit la plus grande partie du revenu national brut et emploie la majeure partie de la main-d'œuvre. Beaucoup de pays dépendent, pour l'acquisition de devises étrangères, de leurs exportations de produits agricoles. Un chômage et un sous-emploi élevés affectent les régions rurales dans un grand nombre de pays. Comme on pouvait le constater avec une certaine inquiétude, la demande alimentaire croît sans cesse de l'ampleur, tant en raison de l'accroissement démographique